

L'Italie s'est lancée dans une nouvelle agression militaire, comme toujours à sens unique, bien que, en paroles, elle renie la guerre. Cette fois la cible est la Libye, "notre" quatrième côte. C'est la cinquième guerre dans les derniers vingt ans, la troisième dans les derniers dix ans durant lesquels toute réticence envers la solution d'intervention militaire a été perdue.

Mais, à la différence des situations passées, peu de gens semble indignés, peu de gens lève sa voix pour crier contre une guerre provoquée, comme toutes les autres, par des raisons très précises : les immenses richesses du sous-sol libyque, le gaz, le pétrole, les intérêts économiques des grands entreprises et de la haute finance. Ces sont des raisons qui sont en train de provoquer des centaines de morts entre la population libyenne et qui causeront encore plus de morts lorsque l'uranium appauvri, déchargé en grand quantité avec les bombes, commencera à produire ses effets. Ces sont des raisons qui, exactement comme on a déjà vu se passer dans les Balkans, en Afghanistan ou en Iraq, pourraient conduire à la dévastation de la Libye, à la perte de sa souveraineté, à l'occupation militaire d'un territoire qui est la clé pour pouvoir contrôler et apprivoiser toutes les révoltes qui sont en train de troubler l'Afrique du Nord et le monde arabe en général.

Comme toujours, la vérité a été la première victime de cette guerre : pour justifier l'emploi de la force, un tas de gens, soit du côté droite soit du côté "gauche", s'est acharné à dérouler toutes les rhétoriques de guerre : à partir d'un renouvelé esprit colonial (« nous devons intervenir puisque en Libye on est chez nous ») en passant par les clichés racistes (« nous devons intervenir pour porter la démocratie aux peuples sous-développés ») jusqu'au refrain de la guerre humanitaire (« nous devons protéger la population opprimée par un tyran »). Ils ont surtout cherché de neutraliser l'impact émotif provoqué par une nouvelle guerre, de la faire disparaître de nos perceptions, de l'insérer dans la trame de la vie de tous les jours, en parlant de « no-fly zone », de « patrouille humanitaire », de « soutien aux rebelles ».

Est-ce que nous ne connaissons pas ce qui se cache derrière tous ces euphémismes ? C'est le profit des multinationales de l'énergie, c'est le désir des puissances occidentales de conquérir des ressources précieuses – surtout après le désastre nucléaire japonais et dans une période de crise dont la fin est encore lointaine –, c'est la volonté de contrôler une partie du monde qui s'est réveillée et cherche sa liberté par ses propres moyens. On intervient en Libye exactement de la même façon selon laquelle on avait soutenu les régimes de Ben Ali et de Mubarak jusqu'à il y a peu de temps et on appuie la répression des mouvements populaires dans les états du Bahreïn et du Yémen maintenant... Encore une fois le "droit international" montre concrètement le fait indéniable d'être la loi du plus fort. Il y a seulement huit ans, nous étions des millions à descendre dans les rues contre des mensonges comme celles-ci. Aujourd'hui, le silence des pacifistes et des mouvements est assourdissant, d'autant plus que la gauche institutionnelle se cache derrière une résolution de l'ONU qui a été écrite, comme maintes fois auparavant, pour correspondre aux intérêts des États-Unis, Grande Bretagne et France, et qu'on trouve le Parti Démocrate et le Président Napolitano aux premiers rangs de ceux qui font pression pour intervenir... Il y a seulement l'extrême droite, représentée par la Lega, à être "contre" la guerre, un parti qui parle d'« invasion de la part des clandestins », qui laisse les réfugiés moisir à Lampedusa, qui crée une émergence humanitaire intéressée, qui aggrave le sentiment de haine envers les plus faibles et les « damnés de la terre » pour ratisser large en vue des prochaines élections.

Peut-être que le moment de racheter cette honteuse Italie – qu'après avoir fait le baisemain à Kadhafi, « notre meilleur allié », est passée aux bombes pour ne pas perdre ses intérêts économiques en Libye – est finalement arrivé.

Le moment de donner notre avis, tandis qu'on réécrit l'histoire de la Méditerranée par les bombes, la violation des droits des immigrants et la militarisation constante du territoire, le nôtre et le leur, est arrivé.

Le moment est arrivé d'affirmer qu'il n'y a pas d'intérêts « nationaux » mais seulement les intérêts des exploités et des dominés du monde entier contre ceux des dominants et des régimes du monde entier.

Le moment est arrivé de proclamer – comme l'ont écrit les tunisiens et les égyptiens en révolte – que ou les peuples se libèrent par ses propres forces ou bien ils ne se libèrent pas.

C'est exactement à Naples que nous voulons affirmer claire et net ces principes, là où s'est installé le commandement des opérations sous le drapeau de l'OTAN. C'est la raison pour laquelle nous faisons l'appel aux mouvements, aux associations, aux comités, aux forces politiques et syndicales, à tous les pacifistes cohérents et à tous les citoyens pour accroître la mobilisation contre la guerre et construire une grande manifestation nationale tous ensemble à Naples, samedi 16 avril.

Une manifestation qui, se rangeant du côté du peuple libyen et de toutes les populations de la zone en révolte, demande :

- La fin immédiate des bombardements et de l'agression militaire;
- La fin de toute ingérence étrangère, y compris l'hypothèse d'embargo et de séquestre des biens libyques, solutions autant criminelles que l'agression militaire;
- Le droit d'asile pour tous les réfugiés et les migrants en fuite;
- La réduction des dépenses militaires et l'utilisation des fonds et des moyens pour les vraies priorités sociales dans un pays, comme l'Italie, qui est en crise : logement, emploi, services sociaux, revenus sociaux, mesures pour la défense du territoire et de l'environnement;

Nous demandons que chacun et chacune signe et répand cet appel pour qu'il soit possible de construire dans les deux semaines qu'il y a encore une manifestation contre la guerre grande et déterminée !

Dans le cas où, comme nous le souhaitons, cet appel rencontre le soutien des sujets plus engagés dans la lutte contre la guerre nous proposons une Assemblée nationale du mouvement contre la guerre pour la journée successive à la manifestation, le 17 avril. Nous y discuterons comment poursuivre tous ensemble la lutte contre cette politique infâme qui sème mort et destruction auprès des autres peuples en noms des principes d'humanité et de démocratie, en sachant que ces nations n'ont même pas d'armes pour pouvoir se défendre convenablement face aux armes mortelles de destruction de masse employées.